

Les deux fantômes qui hantent le Chili

lundi 25 septembre 2023, par [GAUDICHAUD Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 12 septembre 2023).

D'un côté, un médecin, les urnes et la démocratie. De l'autre, un coup d'État général, des armes et une dictature. Parmi les protagonistes du 11 septembre 1973, le panthéon chilien devrait pouvoir choisir facilement. Et pourtant...

« Continuez à savoir que, beaucoup plus tôt que tard, vous ouvrirez à nouveau les grandes voies par lesquelles passe l'homme libre, pour construire une société meilleure »

Des deux côtés de l'échiquier politique, presque tous les Chiliens connaissent le dernier communiqué de Salvador Allende, d'où provient cette citation. Ce discours, appelé « de las alamedas », est prononcé le 11 septembre 1973 - lors du coup d'État fomenté par le général Augusto Pinochet - par le président chilien élu en 1970. Allende est enfermé dans le palais présidentiel de La Moneda, avec quelques amis proches et des armes brandies. Il sait qu'il ne sortira pas vivant du bâtiment présidentiel. Dans ce dernier discours à la population, Allende entend laisser « une leçon morale qui punira le crime, la lâcheté et la trahison » ainsi que le témoignage « d'un homme digne et loyal à la patrie ». 50 ans plus tard, comme il l'avait prédit, le « métal tranquille » de sa voix continue de résonner et le premier président marxiste démocratiquement élu de l'histoire du Cône Sud reste l'une des figures centrales de l'histoire mondiale de la gauche au XX^e siècle.

Au plus fort de la guerre froide, l'expérience de la *voie chilienne vers le socialisme* a duré moins de trois ans (de novembre 1970 à septembre 1973). Cependant, il a transformé le pays andin de neuf millions d'habitants et passionné le monde intellectuel et militant, d'un bout à l'autre de la planète. La gauche (rassemblée autour du Parti socialiste et du Parti communiste) qui a donné naissance, en 1969, à la coalition qui prend le nom d'Unité populaire (UP), a proposé une transition à la fois démocratique et révolutionnaire, institutionnelle, électorale et désarmée : il ne s'agissait plus de parier sur les guérilleros et les kalachnikovs, mais sur la mobilisation des classes populaires et du mouvement ouvrier.

S'appuyant - à tort - sur ce qu'ils considèrent comme une tradition historique légaliste de l'armée et sur une certaine flexibilité de l'État chilien, Allende et ses partisans ont parié que les militaires respecteraient le suffrage universel et qu'il serait possible d'imposer la volonté majoritaire à l'oligarchie sans tirer le moindre coup de feu. Loin des options stratégiques de la révolution cubaine, ce pari a été jugé suicidaire par la gauche extraparlamentaire, qui comprend le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), alors dirigé par Miguel Enríquez.

La victoire d'Allende le 4 septembre 1970 (avec une majorité relative de 36,6 % des voix) contre les candidats de droite et démocrates-chrétiens a suscité une immense vague d'espoir. Les 40 mesures du gouvernement, prises au début du mandat, visaient à promouvoir la croissance, à redistribuer - de manière très ambitieuse - les richesses, à augmenter les salaires, à approfondir la réforme agraire initiée sous le gouvernement précédent et même à placer les principales ressources nationales (notamment minières) sous contrôle étatique. La nationalisation de plusieurs dizaines de grandes entreprises et de 90% des banques a permis la constitution d'un Espace de Propriété

Sociale (APS) dans lequel un système de cogestion a été mis en place, entre salariés et administrations publiques. Le secteur privé reste toutefois très présent dans l'économie nationale. Le pays connaît un climat d'effervescence : grèves, occupations de terres ou d'usines se multiplient... Mais la gauche est restée minoritaire au Parlement.

La réaction

La bourgeoisie et les grands propriétaires terriens ont réagi à la politique de la coalition comme les vampires à l'ail : ils frissonnaient de peur. Le 6 novembre 1970, le président américain Richard Nixon a déclaré au Conseil national de sécurité : « Notre principale préoccupation avec le Chili est la possibilité qu'il [Allende] puisse consolider son pouvoir et que le monde ait l'impression qu'il réussirait. (...) Nous ne devons pas laisser l'Amérique latine penser qu'elle peut s'engager dans cette voie sans en subir les conséquences. » Le président chilien avait pris ses fonctions deux jours plus tôt. En 1971, l'expropriation du cuivre (la plus grande réserve mondiale), alors aux mains des entreprises américaines, est interprétée comme une déclaration de guerre par la Maison Blanche. Allende s'est également imposé comme un dirigeant des États non alignés. Il défend le droit des pays colonisés à l'autodétermination et dénonce le système financier international. Très vite, la Central Intelligence Agency (CIA), l'ambassade des États-Unis, ainsi que de puissantes multinationales touchées par les nationalisations, ont conspiré pour abattre cette expérience radicale originale en plein vol. [1]

À Santiago, au Chili, la droite - soutenue par Washington à travers des millions de dollars (comme le montrera une enquête du Sénat américain) [2]- s'est fixé pour objectif de démanteler le bloc sociopolitique qui soutient la gauche au pouvoir. Il a commencé à chercher le soutien de sections réactionnaires des forces armées. Les attaques de Patria y Libertad, une organisation d'extrême droite, ont fait trembler la population. Les grandes entreprises et certaines professions libérales ont provoqué des boycotts et des lock-out pour dévaster l'économie. Les médias conservateurs - en particulier le journal *El Mercurio* - rouages essentiels de ce dispositif, n'ont cessé de mettre en garde contre les « dérives » de la « dictature marxiste ». Le siège se refermait progressivement sur le processus révolutionnaire, tandis que l'explosion de l'inflation, le boycott international et le développement du marché parallèle aliénaient les couches moyennes urbaines. En 1972, le Parti chrétien-démocrate met de côté ses doutes et se tourne vers l'opposition frontale.

Le mouvement ouvrier a résisté. En réponse à chaque tentative de grève patronale, les formes d'auto-organisation et de pouvoir populaire, notamment au sein des cordons industriels, se multiplient [3]. Mais la gauche était de plus en plus divisée tandis que le gouvernement persistait à croire qu'il serait possible d'éviter la confrontation. En vain.

Le matin du 11 septembre 1973, avec le soutien de l'administration Nixon (mais aussi - on le sait maintenant - de la dictature brésilienne [4]), les différentes branches des forces armées se sont révoltées. La gauche a été désarmée, à la fois politiquement et militairement. La bataille du Chili a connu une fin dramatique [5]. S'appuyant sur un catholicisme national-conservateur et la doctrine de la sécurité nationale, la dictature civilo-militaire a fermé le parlement, réprimé les syndicats dans le sang, proclamé l'état de siège, pratiqué la censure. Contre le cancer marxiste, le terrorisme d'État s'est abattu sur le pays. Pendant 16 ans, l'armée et la police politique ont torturé des dizaines de milliers de personnes et assassiné plus de 3 200, dont plus d'un millier sont toujours portées disparues aujourd'hui (leurs corps n'ont jamais été retrouvés). Des centaines de milliers de personnes ont été contraintes à l'exil. Cette période de violences de masse coïncide, depuis 1975, avec celle d'une thérapie de choc économique qui transforme le Chili en laboratoire à ciel ouvert du néolibéralisme : le pays devient le parangon des Chicago Boys et des théories monétaristes appréciées par l'économiste Milton Friedman.

Aujourd'hui

50 ans après le coup d'État chilien, la guerre des mémoires fait des ravages dans un pays profondément fracturé. Soutenu par le Parti communiste, il est vrai que Gabriel Boric (Frente Amplio) a réussi à battre – avec 56 % des voix – José Antonio Kast (Parti républicain, PR), candidat d'extrême droite, lors de la campagne présidentielle de 2021, affichant un programme critique de néolibéralisme [6]. Cependant, Kast est sorti victorieux du premier tour, laissant les partis traditionnels loin derrière. Admirateur avoué du général Pinochet, l'homme fort de la droite chilienne est le fils d'un ancien lieutenant nazi qui a fui l'Europe. Catholique fondamentaliste, il soutient, comme sa famille, la dictature (un de ses frères était même ministre). De son côté, si Boric cite volontiers Allende en exemple, c'est avant tout pour souligner le respect des institutions et des droits de l'homme face à ceux qui ont sapé la démocratie en 1973, et non pour exalter le militant anti-impérialiste. Sans majorité parlementaire, sans liens réels avec les mouvements populaires et avec une partie de sa coalition soumise à un scandale de corruption, Boric gouverne à l'extrême centre, loin des « centres commerciaux » imaginés par Allende.

Pourtant, il y a deux ans, la fin de l'héritage autoritaire et du néolibéralisme semblait possible, grâce à la force du grand soulèvement social d'octobre 2019. Aujourd'hui, ce sont les réactionnaires qui ont le vent en poupe. Après le rejet massif par référendum du projet de Constitution, féministe et progressiste en 2022, à présent, paradoxalement, c'est le PR qui est chargé de diriger la rédaction d'une nouvelle Magna Carta, après ses excellents résultats aux élections constitutives de mai 2023. Ainsi, les fils de Pinochet sont crédités de la responsabilité de remplacer la Constitution de 1980, imaginée par leur mentor...

Deux fantômes hantent alors la politique chilienne et deux voies différentes se dessinent pour le pays : un ancien dictateur décédé en 2006 et qui n'a jamais été jugé ; Un socialiste pacifiste, tué avec une mitrailleuse à la main. Depuis 50 ans, le Chili hésite...

Franck Gaudichaud professeur d'histoire et d'études latino-américaines à l'Université de Toulouse Jean Jaurès. Auteur, entre autres, de *Découvrir la révolution chilienne (1970-1973)*, Les Éditions sociales, Paris, 2023. Traduction : Micaela Houston.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi à gauche !

<https://www.pressegauche.org/Les-deux-fantomes-qui-hantent-le-Chili>

Article publié dans *Le Monde diplomatique*, édition uruguayenne, septembre 2023, envoyé par l'auteur à Viento sur.

<https://vientosur.info/los-dos-fantasmas-que-acechan-a-chile/>

Notes

[1] Evgeny Morozov, « ITT et le coup d'État contre Allende », *Le Monde diplomatique*, édition

Cône Sud, Buenos Aires, août 2023.

[2] Voir les deux volumes du rapport sur les auditions menées par le Sénat des États-Unis : « *Multinational corporations and United States foreign policy* », Government Printing Office, Washington, DC, 1974.

[3] Franck Gaudichaud (dir.), *Nous vaincrons ! Expériences chiliennes du pouvoir populaire*, Syllepse, Paris, 2023 (deuxième édition).

[4] Archives de la sécurité nationale, « Le Brésil a encouragé le renversement d'Allende au Chili », 31-3-23, <https://nsarchive.gwu.edu>

[5] Patricio Guzmán, *La Batalla de Chile*, production Atacama, France-Cuba-Chili, 1975-1979, documentaire en trois parties.

[6] Lire « Tout commence au Chili », *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.